


> [Analyses et témoignages](#) > [Europe](#) > Le « modèle allemand » ou comment s'obstiner dans l'erreur

Le « modèle allemand » ou comment s'obstiner dans l'erreur

PIERRE RIMBERT

[envoyer par mail](#)

16 mai 2013

Article en PDF: 

Il n'est pas rare qu'un personnage de Tex Avery emporté par son élan franchisse le bord d'une falaise et poursuive sa course quelques instants dans le vide avant de mordre la poussière. Les politiques d'austérité imposées aux pays européens par l'Allemagne, la Banque centrale européenne, et — avec un enthousiasme déclinant — le Fonds monétaire international (FMI) ainsi que la Commission européenne, ont-elle atteint ce point où le coureur, comprenant soudain qu'il n'a plus rien sous les pieds, jette un regard penaud avant de s'écrouler ? Pas encore.



Certes l'Italie, l'Espagne, la Grèce, le Portugal, La Hongrie, la République tchèque soumis à l'obligation de coupes claires dans leurs services publics et dépenses d'Etat s'enfoncent dans la récession. Même les Pays-Bas et la Finlande, alliés traditionnels de l'Allemagne en matière de rigueur, ont connu une baisse d'activité en 2012, cependant que la France et le Royaume-Uni stagnaient. Seule la Pologne affichait l'année dernière une croissance supérieure à... 1 %.

Certes, la zone euro passée sous la toise de la bureaucratie austéritaire comptait à la fin du mois d'avril 19,2 millions de chômeurs (12,1 % de la population active selon Eurostat), un chiffre record et qui néanmoins ne dit rien de la dégradation vertigineuse des conditions d'existence du peuple grec.

Certes, un chef économiste du FMI a reconnu en janvier que son institution avait gravement sous-estimé les dégâts engendrés par l'impératif de restriction budgétaire : là où le modèle prévoyait qu'une réduction d'un euro de la dépense publique entraînerait une baisse de 0,5 euro de la richesse produite, l'analyse empirique montre que la contraction de l'activité serait deux à cinq fois supérieure (1).

Certes enfin, la thèse des illustres économistes de Harvard Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff selon laquelle une dette supérieure à 90 % du produit intérieur brut affaiblirait la croissance a été taillée en pièce par un étudiant de l'Université du Massachusetts, qui s'est amusé à refaire les calculs : les auteurs, cités comme des prophètes par les partisans de l'austérité — du commissaire européen aux affaires économiques et monétaires Olli Rehn à l'ancien directeur de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet — avaient écarté des données contradictoires et construit leur modèle à partir d'un tableur affecté par une erreur de formule (2).

Il n'en faudrait pas tant à un âne pour faire demi-tour.

Mais à l'instar des personnages de Tex Avery, banquiers centraux, économistes orthodoxes et dirigeants politiques ignorent les faits et galopent, pour quelques temps encore, dans un éther de croyance.

Leur credo du moment porte le nom de « modèle allemand », expression synthétique de la doctrine économique portée par les élites européennes qui associe austérité budgétaire (réduire le déficit de l'Etat et la dette), austérité monétaire (monnaie forte, lutte contre l'inflation) et austérité salariale.

Ce dernier volet, mis en œuvre par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder dans les années 2000 et systématisé depuis par la droite allemande, repose lui-même sur deux principes. Premièrement, « activation » coercitive des chômeurs par le rabotage des prestations sociales et l'obligation d'accepter des emplois mal payés (les « mini-jobs »).

Deuxièmement, création d'un marché du travail flexible et précaire destiné à accueillir ces nouveaux salariés des services dans un pays dépourvu de salaire minimum ; des accords syndicaux de branche troquent simultanément le maintien dans l'emploi des salariés de l'industrie contre la rigueur salariale et l'aménagement du temps de travail à la convenance de l'employeur. Ainsi cet appareil productif rendu « compétitif » par la baisse des « coûts du travail » et dopé par une fiscalité accommodante se tourne-t-il vers l'exportation et la conquête des marchés émergents.

Sur le papier, ce « modèle » séduit. Non seulement l'Allemagne présente un taux de chômage officiel très inférieur à celui de ses voisins de l'ouest et du sud (6,9 % en avril), une balance commerciale excédentaire, mais la chancelière Angela Merkel jouit d'une popularité intacte après plus de sept années de pouvoir. L'inflexibilité de Mme Merkel sur la scène européenne rassure en effet une population peu encline à voir le produit de ses sacrifices affecté au renflouage des pays du sud, présentés par la presse germanique comme un club de vacances pour banqueroutiers indolents.

Mais la face sombre du « consensus de Berlin » pourrait compromettre l'extension durable de cette politique à l'ensemble des pays de la zone euro. Le paradis des petites et moyennes industries est aussi celui de la précarité où quatre salariés sur dix sont payés moins de 1000 euros par mois. Où l'imaginaire social et les pratiques salariales cantonnent encore largement les femmes aux tâches domestiques, agrémentées ou non d'un « petit boulot » à temps partiel ; payées 23 % de moins que les hommes, elles représentent la majorité des trois millions de salariés rémunérés moins de 6 euros de l'heure. Où le vieillissement explique une part importante de la baisse du chômage — « *entre 2000 et 2012, explique le journaliste économique Guillaume Duval, la population allemande âgée de 15 à 64 ans a diminué de 1,7 million de personnes alors qu'elle s'est accrue de 2,8 millions en France* » (3). Même l'indicateur-totem de la réussite économique, la croissance, n'atteint pas des niveaux propres à ravir les investisseurs. Négative au quatrième trimestre de l'année 2012, elle est estimée par les prévisionnistes de Berlin à 0,5 % en 2013.

Toute croyance a son église, ses prélats, ses cardinaux. Et ses inquisiteurs, désormais installés à la tête des grandes rédactions françaises. Critiquer le « modèle allemand », ou simplement signaler ses à-côtés, relèverait de l'hérésie. Il a suffi qu'un brouillon de texte du parti socialiste émette, vendredi 26 avril, des réserves sur la politique économique menée à Berlin pour que *Libération* (29 avril) titre « Le PS dérape », son éditorialiste évoquant la convergence du « populisme », de la « xénophobie » et d'une « douteuse germanophobie » ; pour que *Le Figaro* (27-28 avril) annonce en Une que « Le PS déclare la guerre à l'Allemagne » ; pour que l'éditorial du *Monde* (28-29 avril) morigène « *ce petit jeu infantile [...] extrêmement dangereux* » mêlant « démagogie » et « populisme ». Et pour que le directeur du *Point* (2 mai), Franz-Olivier Giesbert, mal remis d'une condamnation pour diffamation, conjure les puissances malfaisantes de l'hétérodoxie avec son sens coutumier de la mesure : « *Mélangez morphine, hallucinogènes, paresse intellectuelle et vous aurez le texte du PS, un copier-coller des bouffonneries involontaires que l'on peut lire dans Le Monde diplomatique ou dans Alternatives économiques, nos deux bibles du vaudouisme appliqué aux finances publiques.* »

S'ils ont le diable en tête, faut-il également exorciser les lecteurs du « Monde diplomatique » ?

Source : [Le Monde diplomatique](#)

Notes :

- (1) Olivier Blanchard and Daniel Leigh « Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers » (PDF), IMF working paper, janvier 2013.
- (2) Cf. par exemple « Une erreur dans une étude sur l'austérité dégomme les idées reçues », *Lemonde.fr*, 17 avril 2013.
- (3) Guillaume Duval, *Made in Germany. Le Modèle allemand au-delà des mythes*, Seuil, Paris, 2013, p. 184. Les données de la phrase précédente sont également tirées de cet ouvrage, p. 67.

[Modèle allemand - Union Européenne](#)

[Haut de la page - Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés Qui sommes-nous ? | Agenda | Faire un don | Nous écrire | Organiser un débat | Participer | Liens |

Graphisme et Développement : Platanos studio